

Internet Society Board of Trustees Meeting #187

Review of Organizational Performance –Katie Benggaard

March 6, 2025

EDIT BY
ISOC.LIVE

Conseil d'administration de l'Internet Society - Réunion n° 187 - Seattle - 6 mars 2025

07 Évaluation des performances organisationnelles – Katie Benggaard

1. Katie Benggaard – Responsable Stratégie et Impact, Internet Society

Katie ouvre la session en retraçant les cinq dernières années d'activités de l'Internet Society, tout en soulignant les résultats obtenus en 2024. Elle insiste sur trois grands axes : la solidité des résultats malgré les transitions internes (notamment un changement de direction), l'importance de la collaboration avec les partenaires et les communautés, et l'évolution continue de l'organisation.

Elle présente les réalisations 2020–2024 :

- 85 réseaux communautaires soutenus (3 M\$ en subventions),
- 56 points d'échange Internet (IXP) établis ou soutenus (3,5 M\$),
- 45 communautés techniques appuyées.

Pour 2024 :

- 10 réseaux communautaires (objectif initial : 6),
- 2 nouveaux IXPs (Paraguay, Sénégal) + amélioration de 10 autres,
- Adoption et efficacité du kit « Do-It-Yourself » pour réseaux communautaires,

- Croissance de la plateforme Pulse avec 138 références externes.

Elle aborde aussi la vision « 50/50 » pour accroître le trafic Internet local : augmentation observée à 67 % aux Maldives et 62 % en Bolivie.

Sur la défense d'Internet :

- 100+ prises de position publiques (lettres, déclarations),
- 50 politiques contestées,
- 20 évaluations d'impact Internet,
- 6 mémoires amicus, dont 1 hors États-Unis.

En 2024, 11 mesures de succès prévues dans ce domaine ont été atteintes. Le projet de chiffrage a largement dépassé ses attentes (22 déclarations publiques en faveur, pour un objectif de 6), en réaction à la position anti-chiffrage de la présidence hongroise de l'UE.

Elle valorise l'implication des chapitres, notamment celui du Malawi qui a présenté une évaluation d'impact au parlement national. Elle décrit aussi la croissance de la conférence NDSS, devenue un événement mondial majeur en cybersécurité, avec 240 papiers soumis pour 2025.

Enfin, elle fait un état des lieux de la base communautaire fin 2024 :

- 130 000 membres individuels,
- 131 chapitres et groupes SIG,
- 97 partenaires,
- 82 organisations membres (dont 41 % ont participé aux actions de plaidoyer),
- 325 anciens participants aux programmes ISOC (programme Alumni).

Elle conclut en soulignant la diversité géographique des chapitres, l'efficacité accrue du modèle « train-the-trainer », et l'engagement communautaire comme levier d'impact.

2. Ted Hardie – *Président du Conseil, modérateur*

Ted orchestre les échanges, pose des questions stratégiques et assure le rythme de la session. Il souligne l'importance de reconnaître non seulement les politiques contestées, mais aussi celles que l'ISOC soutient. Il encourage à documenter les interventions positives dans le cadre de relations constructives avec les gouvernements.

Il assure également la transition entre les intervenants et relance certains sujets avec humour ou précision.

3. Sally Wentworth –Présidente, ISOC

Sally intervient pour clarifier plusieurs points :

- L'ISOC soutient bien des politiques positives, mais cela n'était pas reflété dans les métriques de suivi, qui seront révisées.
- Le retard de publication de la boîte à outils « politique et plaidoyer » était dû à une approche participative impliquant les décideurs eux-mêmes, ce qui a enrichi le contenu.
- Elle insiste sur les efforts accrus en Asie-Pacifique : recrutement de personnel, déplacements à Bangkok, Nouvelle-Zélande, Australie.
- Elle partage l'anecdote de Noia (Tuvalu), ancienne boursière de l'IETF devenue PDG d'un opérateur national, démontrant l'impact à long terme des programmes de l'ISOC.
- Elle annonce un projet pilote en 2025 : organiser un programme de formation pour décideurs politiques *hors* du cadre IETF, en Australie.

4. Victor Kuarsingh – Membre du Conseil

Victor se penche sur la disparité géographique : il se réjouit du nombre de chapitres actifs en Afrique mais s'interroge sur le faible nombre en Asie-Pacifique, malgré la taille et la densité de cette région. Il suggère de creuser les raisons (contexte politique, barrières logistiques, etc.).

5. Barry Leiba – Membre du Conseil

Barry intervient pour clarifier les chiffres partagés sur le NDSS. Il précise que Katie faisait référence au nombre de papiers **soumis**, non acceptés, et insiste sur l'ampleur de l'intérêt : plus de 1 300 soumissions en 2025, contre environ 650 l'année précédente.

6. Caleb Ogundele – Membre du Conseil

Caleb fait plusieurs observations :

- Il souligne que l'Afrique compte 54 pays, mais qu'un nombre restreint de chapitres sont réellement actifs. Il recommande d'intensifier l'accompagnement pour ces chapitres.
 - Il propose de localiser davantage le programme pour décideurs politiques en l'intégrant à des cadres régionaux (ex : CEDEAO, IGF, NRIs), facilitant la participation (moins de contraintes de visa).
 - Il suggère d'inclure non seulement des élus mais aussi des hauts fonctionnaires, souvent plus pérennes dans les structures décisionnelles.
 - Il conclut avec une note positive : « La récompense pour un bon travail, c'est encore plus de travail ».
-

7. Russ Housley – *Membre du Conseil*

Russ revient sur l'origine du programme pour décideurs : il avait été créé en réponse à des malentendus diffusés sur l'IETF dans d'autres forums comme l'UIT. Il insiste sur le fait qu'étendre ce programme nécessite d'en adapter les objectifs et contenus. Il appuie l'idée de différencier les formats pour atteindre des contextes politiques variés.

Il questionne également l'équipe sur ce qui aurait pu être fait pour éviter le retard de publication de la boîte à outils.

8. Maureen Hilyard – *Membre du Conseil*

Maureen partage sa perspective régionale sur le Pacifique. Elle souligne le rôle de soutien d'ISOC Australie et Internet Nouvelle-Zélande au fil des 20 dernières années. Elle insiste sur l'importance d'encourager ces structures à continuer d'accompagner les petits États insulaires, souvent confrontés à des défis techniques et de gouvernance spécifiques.

9. Kathleen Moriarty – *Membre du Conseil*

Kathleen aborde la question du plaidoyer autour du chiffrement sous l'angle culturel. Elle affirme que certaines sociétés (comme le Royaume-Uni) acceptent plus facilement la surveillance, ce qui rend le changement culturel et politique plus difficile. Elle insiste sur la nécessité d'engager les communautés locales, car les gouvernements sont plus sensibles aux voix internes.

Elle partage également son expérience pédagogique : ses étudiants comparent les cadres de surveillance dans différents pays, ce qui nourrit sa compréhension des enjeux culturels.

10. Chris Locke – *Directeur, Communications Communautaires*

Chris répond à Kathleen en présentant Al Gaff, nouvellement recruté, avec une expérience dans la défense des droits numériques au sein d'Open Rights Group au Royaume-Uni. Il précise qu'Al jouera un rôle crucial pour développer les actions de plaidoyer localisées au Royaume-Uni, en tenant compte des spécificités culturelles et institutionnelles.
